RADIACTION

ENDE GELÄNDE FRANCE

PIED-À-TERRES

RADIACAP 2020

Il était une fois un état hallucinogène qui brassait et vendait beaucoup de vent. Les EPR y poussaient comme des champignons. La nuit, au clair de lune, les gens.tes aimaient bien les cueillir avant qu'ils ne sortent de terre en chantant et poussant des cris de joie.

0 INTRO 7

I ACCAPAREMENT DES TERRES ÉLECTRONUCLÉAIRE 8

II NÉOLIBÉRALISATION DU RENOUVELABLE, SANCTUARISATION DU NUCLÉAIRE 9

III DEUX NOUVEAUX EPR DANS LE BUGEY 11

IV LE BUGEY, PAYS D'EAUX ENTRE LE NORD ET LE MIDI 16

V « L'ÉMIRAT » DE SAINT-VULBAS 17

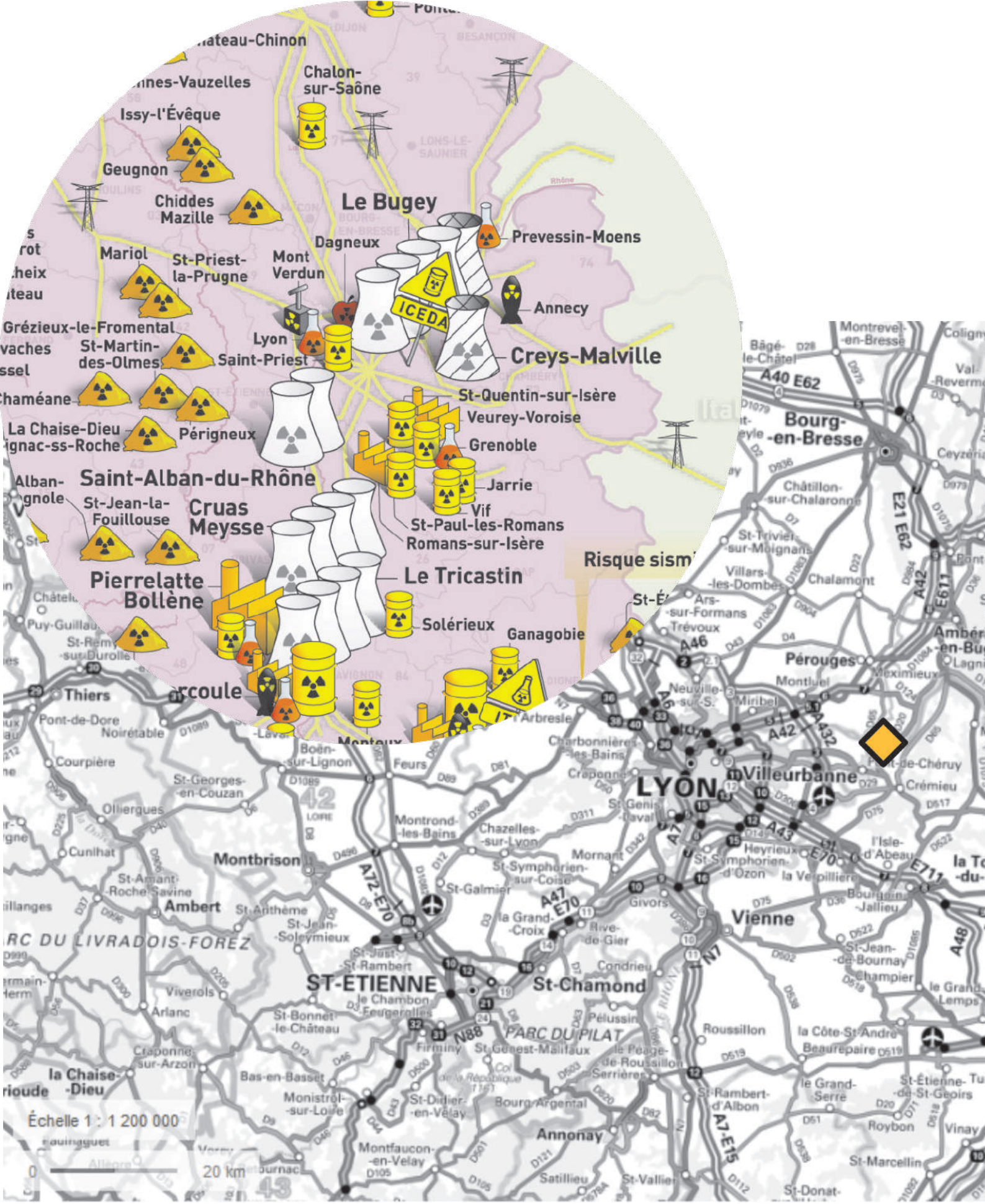
VI UNE « CATHÉDRALE » NUCLÉAIRE MALADE EN ZONE INONDABLE 20

VII FUTURE PLAQUE TOURNANTE DES CONVOIS RADIOACTIFS 22

VIII ABADA ! LE BUGEY EN LUTTES 23

IX AUX RACINES DE L'ÉCOLOGIE RADICALE ANTINUCLÉAIRE 26

Les chapitres I et II sont une synhtèse d'une enquête à paraître sur Terrestres *de comitecentrales@tutanota.com*



PIED-À-TERRES // RADIACAP 2020

Thonon-les-Bains
Nyon
Gex
Dortan
Oyonnax
GENÈVE
Annemasse
Boëge
Abondance
le Biot
Saint-Jean-d'Aulps
les Gets
Avoriaz
Morzine
SION
Nantua
Collonges
St-Julien-en-Genevois
Reignier
Bonneville
Samoëns
Cluses
Martigny
Génissiat
Brénod
Cruseilles
Frangy
la Roche-sur-Foron
Flaine
Argentière
Chamonix-Mont-Blanc
Hauteville-Lompnes
Seyssel
ANNECY
le Grand-Bornand
Sallanches
la Clusaz
Combloux
Megève
St-Gervais-les-Bains
les Bossons
les Houches
Champagne-en-Valromey
Culoz
Rumilly
Ruffieux
Sevrier
Menthon-St-Bernard
Talloires-Montmin
Flumet
Praz-sur-Arly
les Contamines-Montjoie
Courmayeur
AOSTA/AOSTE
Belley
Lhuis
Entrelacs
Alby-sur-Chéran
Notre-Dame-de-Bellecombe
Ugine
Beaufort
Yenne
Aix-les-Bains
PARC DU MASSIF DES BAUGES
Albertville
Morestel
le Châtelard
Grésy-sur-Isère
Bourg-St-Maurice
Aime-la-Plagne
les Arcs
Rhêmes-Notre-Dame
Valsavarenche
St-Genix-sur-Guiers
le Bourget-du-Lac
St-Pierre-d'Albigny
Aiguebelle
CHAMBÉRY
Montmélian
Chamoux-sur-Gelon
la Léchère
Moûtiers
la Plagne
Peisey-Nancroix
Valmorel
Tignes
Val-d'Isère
Salins-Fontaine
Brides-les-Bains
Bozel
Courchevel
Ceresole Reale
PARC DE CHARTREUSE
Pontcharra
Allevard
Méribel-les-Allues
Pralognan-la-Vanoise
Bonneval-sur-Arc
la Chambre
les Menuires
DE LA VANOISE
St-Jean-de-Maurienne
Val-Thorens
Val Cenis
St-Michel-de-Maurienne
Modane
Valloire
Villard-Bonnot
Domène
GRENOBLE
Sassenage
Lans-en-Vercors
Voreppe
Moirans
Voiron
St-Laurent-du-Pont
le Touvet
St-Pierre-de-Chartreuse
Virieu
les Abrets en Dauphine
St-Geoire-en-Valdaine
Montalieu-Vercieu
Virieu-le-Grand
Champagne-en-Valromey
Hauteville-Lompnes
Seyssel
Rumilly
Culoz
Entrelacs
Alby-sur-Chéran
Ugine
Beaufort
Albertville
Grand Combin 4314
Col du Grand St-Bernard 2469
Col du Petit St-Bernard 2188
Col des Montets 1461
Mont Dolent 3823
Tunnel du Mont Blanc
Col de l'Iseran 2764
Pointe de Charbonnel 3752
Col du Mont-Cenis 2081
Lac du Mont Cenis
Tunnel du Fréjus
Col du Télégraphe 1566
Col de la Croix de Fer 2064
Col du Glandon 1924
le Pleynet
Col de la Madeleine 1993
Col des Aravis 1486
Col du Petit St-Bernard 2188
Grande Casse 3855
Gran Paradiso 4061
Grand Colombier 1525
Crêt de la Neige 1720
Pas de Morgins 1371
Mont Fourni 3779
Aiguebelette-le-Lac
Le Pont-de-Beauvoisin
Pontcharra
Allevard
Bourg-St-Maurice
Aime-la-Plagne
Moûtiers
Salins-Fontaine
Bozel
Courchevel
Pralognan-la-Vanoise
Val-d'Isère
Tignes
Val Cenis
Modane
Valloire
Aiguebelle
Montmélian
Chamoux-sur-Gelon
Valmorel
Grésy-sur-Isère
Albertville
Ugine
Faverges-Seythenex
Aix-les-Bains
Yenne
Belley
Lhuis
Morestel
Virieu
Voreppe
Moirans
Voiron
Rives
Villard-Bonnot
Domène
Sassenage
Lans-en-Vercors
A40
A41
A43
A43-E70
A410
E712
A404
E62
E21
E25
E27
A9
A5
E70
E711
E713
N90
A430
01
74
73
SAVOIE
HAUTE-SAVOIE
LE RHÔNE
PARC
PARCO
GRAN PARAD

ACAP : BIBLIO QUI-N'AVAIT-PLUS-DE-PLACE-AILLEURS

Multiplication des projets de stockage de l'Andra dans le Grand Est **[1]**.
Un héritage empoisonné : les déchets radioactifs dans la Meuse **[2]**.
La révolution est une question technique **[3]**.
Le projet de piscine nucléaire à Belleville s/Loire **[4] [5] [6]**.
La résistance contre le projet d'EPR à Saint-Laurent-des-Eaux **[7]**.
Accaparement de terres par EDF en 2018 et 2019 : panorama **[8] [9]**.
Les grands projets de la centrale de Golfech **[10]**.
Le Plan solaire d'EDF : accaparement et industrialisation **[11] [12] [13] [14]**.
Néolibéralisation d'EDF : le projet Hercule **[15] [16] [17] [18] [19]**.
Le fiasco de Flamanville **[20] [21] [22]**.
Mobilisations contre l'accaparement des terres par EDF **[23] [24] [25] [26]**.
Le renouvellement de la filière électronucléaire en actes **[27] [28] [29]**.
Construire des autonomies politiques et écologiques à l'échelle du bassin-versant **[30] [31]**.

Le capitalisme, c'est la grande braderie : vies bradées, travail bradé, nature et nourriture bradées, ... l'exploitation généralisée des mondes fragiles que nous habitons et dont tout laisse à penser qu'ils sont au bord de l'épuisement. Ce qui le permet ? L'accès à une énergie peu chère, détenue exclusivement par une poignée, pour accroître la productivité et les rendements.

Privatisation du bois au moyen des enclosures, harnachement des rivières pour l'hydraulique, forages démentiels pour des énergies fossiles et stockables, installations industrielles pour les des énergies renouvelables produites en continu, ... Le capitalisme renouvelle ses flux mais pas ses logiques. **Point par point, ligne par ligne, l'industrie énergétique recouvre les territoires et nos imaginaires, les connecte, les dévaste, les met au pas par la répression ou par la corruption**.

Comme dans toutes les luttes, la question foncière, celle de l'accès et de l'usage des terres, est cruciale [1]. Les mines de terres rares en Chine, d'uranium au Niger **[2]** ou dans le Limousin **[3]** racontent la même histoire que l'Andra dans la Meuse **[4]**. Chaque année en France, près de 80 000 hectares sont engloutis sous le béton, dont une partie non-négligeable pour des méga-projets industriels. EDF, propriétaire de 41 000 ha (sans compter les installations qu'il exploite mais ne détient pas), et RTE ne sont pas en reste. Le seul plan Solaire impliquerait l'occupation de 30 000 ha pour bâtir les infrastructures photovoltaïques exigées par le Gouvernement **[5]**.

La transition énergétique (produire plus d'énergie mais « décarbonée ») nous est promise comme la solution au désastre écologique en cours. **En vérité, ce n'est que l'expansion d'une situation d'ébriété énergétique, perpétuée par la colonisation du monde, des terres, de ce qui y vit et s'y pratique** (ex. Amassada **[6]**). Nous ne voulons pas d'une société industrielle renouvelable à l'infini !

Le site nucléaire du Bugey **[7]** est symptomatique de cette démesure, tout en amont du Rhône, fleuve atomique. Des réacteurs vieillissants, malades, installés en zone inondable. Un entrepôt de déchets radioactifs pour pallier les impasses techniques du démantèlement des centrales arrêtées et de l'enfouissement des déchets actifs. Un projet d'acquisition de plusieurs centaines d'hectares agricoles pour accueillir des EPR. Et EDF qui, depuis 40 ans, aménage son « émirat » de Saint-Vulbas, monarchie nucléaire, État dans l'État.

Le renouvellement de la filière électronucléaire est préparé dans l'opacité totale. **Le modèle énergétique soutenu par le Gouvernement et les industriels est davantage irréversible que renouvelable. Il procède par la colonisation des terres et des imaginaires,** faisant peu à peu de nos pays les tombeaux de notre modèle de société, en même temps que le laboratoire du futur qu'il nous réserve. Nous devons enquêter, nous opposer et nous relier, pour reconstruire des résistances ancrées, des attachements autochtones et, habiter sobrement nos terres.

I ACCAPAREMENT DES TERRES ÉLECTRONUCLÉAIRE

> « Obsédés que nous sommes par une idée politique de la révolution, nous avons négligé sa dimension technique. [...] Tant que nous ne saurons pas comment nous passer des centrales nucléaires et que les démanteler sera un business pour ceux qui les veulent éternelles, aspirer à l'abolition de l'État continuera de faire sourire ; tant que la perspective d'un soulèvement populaire signifiera pénurie d'énergie, il n'y aura pas de mouvement de masse décidé. », Comité invisible, *À nos amis*

C'est-à-dire que, **sous prétexte de produire de produire de l'électricité « verte » et de tourner le dos (pas trop vite) aux immenses champs fossiles détenus par Total et consorts, c'est un autre désastre qu'EDF et RTE nous préparent**. Dans l'extase de sa propre transition, l'industrie énergétique française vrille, nous fait vriller avec elle, atomise et réprime toute contradiction, sans savoir où tout cela mènera. La stratégie d'accaparement de terres d'EDF, mise à jour en février 2018, laisse à penser que l'État - et avec lui toute la bureaucratie décentralisée - prépare un immense remembrement foncier, qu'il légitime par la « transition » énergétique. Cette acquisition vorace d'espaces sera le point de départ de nouvelles implantations industrielles centralisées, dès 2020.

Ici et là, EDF, aidé de la Safer et / ou de la Dreal, rachètent massivement des terres agricoles. À Belleville-sur-Loire (Cher), 140 ha sont concernés, dont près d'un quart appartiennent à une zone Natura 2000. Pour suppléer à la saturation de La Hague, il s'agit de créer une piscine d'entreposage de déchets nucléaires à côté de la centrale existante. Ce sont 120 ha à Chinon (Indre-et-Loire), 80 ha à Dampierre-en-Burly (Loiret), 336 ha dans le Bugey (Ain), 25 ha autour de la centrale de Cattenom (Moselle), 40 ha à Civaux (Vienne) et à Golfech (Tarn-et-Garonne). Au total, près de 600 ha que EDF cherche à acquérir, avec la complicité des gestionnaires fonciers publics, pour « pérenniser l'implantation locale du groupe EDF », comme cela est répété à l'envi par les directeur·rices des centrales nucléaires.

Depuis 2006 la loi oblige EDF à la transparence en matière de sûreté nucléaire mais pas de stratégie industrielle ni foncière. Pourtant, les preuves matérielles accumulées montrent **une stratégie concertée, anticipée, opaque et déjà entamée** d'acquisition de surfaces agricoles par EDF. Déclassement de terres d'espaces « naturels » en « zone à urbanisation différée » dans le PLUi du Chinonnais, acquisitions de plus de 150 ha en 2018 qui servent aujourd'hui de monnaie d'échange lors des tractations avec les agriculteur·rices, divulgation d'une convention entre la Safer et EDF pour préparer la maîtrise foncière, courriers reçus par les propriétaires actuels, lancement d'études de faisabilité et d'inventaires de la biodiversité pour préparer la compensation de futurs travaux, etc.

En dépit d'une médiatisation nationale, la mobilisation peine à dépasser l'échelle locale. Pétition,

manifs de collectifs antinucléaires et de la Confédération paysanne, interpellations des élu·es et directeur·rices des centrales, saisines de CADA ... Même si tout ne fut pas vain (EDF a annoncé renoncer temporairement au projet d'un nouvel EPR à Saint-Laurent-des-Eaux, où 116 ha étaient convoités, sous la pression des agriculteurs propriétaires), cela reste largement insuffisant. De fait, au-delà des alentours des centrales nucléaires, l'électricien lorgne sur près de 30 000 ha d'ici 2028 pour réaliser son Plan solaire, information confirmée par le délégué régional de Normandie à l'automne 2018. Ces terres sont-elles des friches ? Des terres naturelles ou agricoles ? Probablement un peu de tout cela. Cette opération foncière est quoi qu'il en soit sans commune mesure.

II NÉOLIBÉRALISATION DU RENOUVELABLE, SANCTUARISATION DU NUCLÉAIRE

Pour comprendre ce qui se joue sous nos yeux, il faut s'intéresser à ce qui fonde cette **capitalisation foncière antidémocratique** ; en l'occurrence, la Programmation pluriannuelle de l'énergie, un scénario prospectif qui assoit l'action et la propagande des gouvernant·es en faveur d'une transition qui n'a d'écologique que le nom. Issue d'un simulacre participatif dont les expert·es connaissent les réponses avant même d'avoir posé leurs questions, la PPE 2019-2023 valide des décisions hautement techniques aux impacts gigantesques. **En particulier, la dernière mouture de la PPE repousse l'objectif de réduction à 50 % de la part de la production d'énergie électronucléaire dans le mix énergétique français en 2035**.

Cette culbute – la COP 21 (2015) prévoyait cette échéance en 2025 – ne signifie rien de plus que la continuation du programme nucléaire français. Si la proportion de nucléaire dans le mix énergétique sera réduite, la quantité d'électricité nucléaire à produire selon ce scénario implique la construction de nouveaux réacteurs qui remplaceront progressivement les plus anciens. Le « grand carénage » démarré en 2014 (5 à 400 Mds €), qui vise à rallonger de 10, 20 voire 30 ans la durée de vie des 58 réacteurs français, n'y change rien. Rien de surprenant alors à ce que le Contrat stratégique de la filière nucléaire prévoit deux nouveaux prototypes de réacteurs d'ici mi-2021.

À quoi et à qui sert la PPE ? A perpétuer un mode de production énergétique capitaliste, totalisant et extractiviste. Qu'est-ce qui se joue ? Une transformation à marche forcée de la légalité pour répondre aux objectifs productivistes fixés, mâtinée de croissance verte. Le brouhaha médiatique qui entoure l'industrie énergétique française - « rien n'a encore été décidé », « nous visons le 100 % renouvelable », « regardez l'Allemagne », etc. – n'a d'autre effet ni d'autre but que d'éloigner le débat des enjeux réels de cette filière et de disqualifier tout ce qui ne rentre pas dans leur cadre « rationnel ». Politiques foncières et énergétiques complices, hyper-connexion à des systèmes de productions et de transports de l'électricité à la fois dangereux (l'atome) et fragiles (réseaux intelligents), etc. : **l'acquisition massive de terres enclenchée par EDF est la**

perpétuation d'une situation d'ébriété énergétique, dans laquelle une société sous perfusion électrique et médiatique, dépendante de l'omniprésence des réseaux et de la puissance du nucléaire, subit la quête de pouvoir de quelques-un·es.

En effet, la PPE est un business qui encourage une immense bulle spéculative – solaire, éolien, biomasse – tout en sanctuarisant à grand frais ce qui est nécessaire pour que la classe industrielle continue de régner – grand carénage, nouveaux EPR. C'est exactement ce que propose le plan Hercule, dévoilé dans les grandes lignes aux syndicats d'EDF au printemps 2019 et qui sera révélé d'ici l'été 2020 (un sujet de convergence avec les syndicats du secteur). Il prévoit de séparer l'électricien : un EDF « bleu » d'un côté (électronucléaire, hydroélectrique et réseaux THT) et un EDF « vert » de l'autre (EnR soumises à la concurrence, distribution commerciale d'électricité et de gaz), de doubler la part du capital introduite en Bourse (de 16,5 % à 35 %). De la même manière qu'Alstom, Technip, Engie, Lafarge, STX et de nombreuses entreprises françaises, EDF pourrait bien faire l'objet de juteuses reventes pour l'État et ses banquiers.

Encore et toujours la même rengaine néolibérale. L'État veut sanctuariser le nucléaire mais cède la maintenance des turbines de ses réacteurs (vente d'Alstom-Power à General Electrics) ; l'État veut sanctuariser l'eau mais cède sur la revente des concessions des barrages français, avec Total en bonne position pour emporter la mise ; l'État investit 30 Mds € dans le Plan solaire, puis ouvre les EnR à la spéculation et la libre concurrence internationales. Il faut y regarder de près.

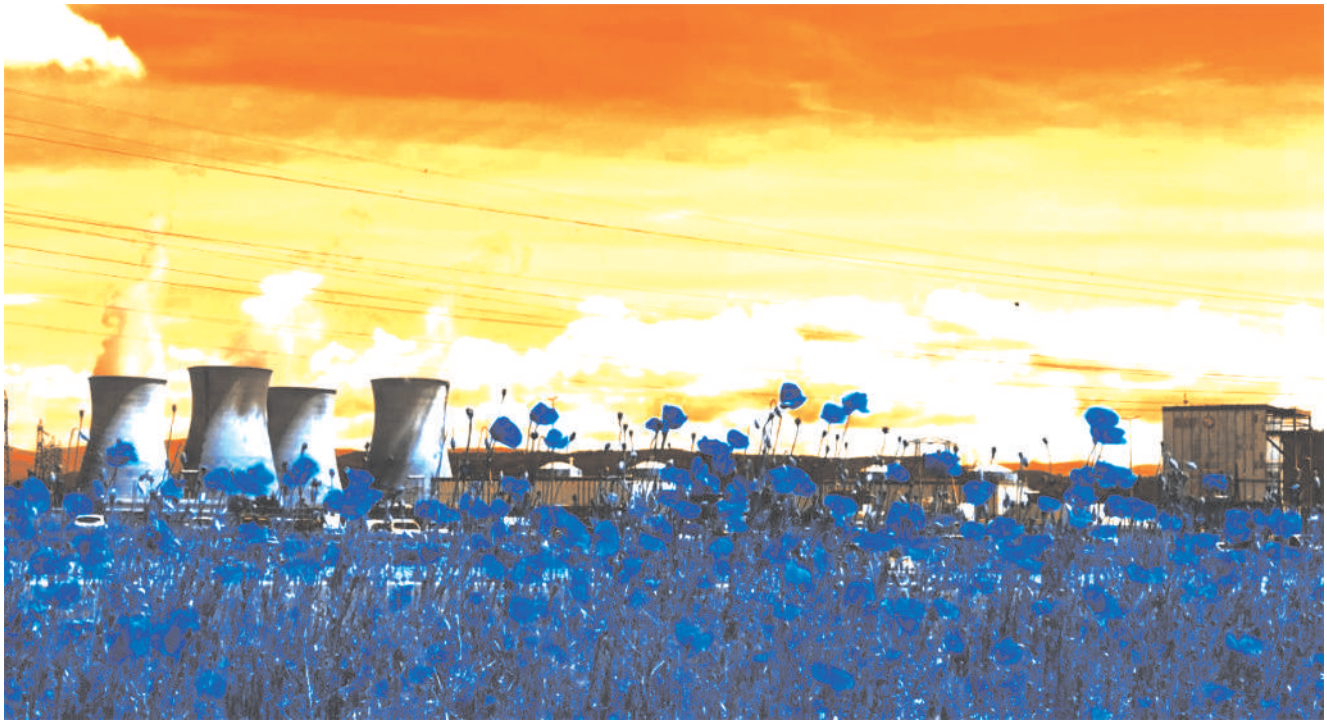
Au premier-plan : l'État vante un système énergétique décarboné de plus en plus acceptable, de plus en plus accepté, qui leur laisse les mains libres et reste toujours aussi aliénant par le productivisme qui le sous-tend. Pourtant, même produire de l'énergie électronucléaire sans émissions de gaz à effet de serre, personne ne saura jamais le faire – ex. le transport des combustibles. **Au second plan : une farce qui désosse le service public de l'énergie, accapare des terres, prépare une tambouille financière dont l'objectif à peine caché est de sauver le nucléaire** – rappelons ici qu'il n'y a pas d'atome pacifique !

L'accaparement des terres par EDF viendra renforcer de la domination hégémonique d'une industrie capitalistique, dont nous sommes dépendant·es et qui se nourrit de nos besoins. **Ce que nous désirons, c'est une réappropriation par la base – c'est-à-dire autonome – des moyens de production énergétique.** Le remembrement à l'œuvre n'est pas que foncier mais repose intiment sur nos rapports à la terre. Une société décarbonée, telle que l'État la vend, est à l'image de la majorité, hors-sol ; une société du contrôle – ex. Linky – et qui sépare les un·es des autres. Le fiasco financier et industriel qu'est l'électronucléaire est indéniable. L'EPR est un fiasco. Areva a fait faillite. Cigéo est un désastre annoncé dont les inconnues sont multiples. Pourtant, elle avance, construit des EPR, rachète des terres, se réorganise en centres régionaux spécialisés (ex. Nucleopolis et Nuclear Valley).

Chaque grand projet industriel a pour prémices un accaparement de terres. Se focaliser là-

focaliser là-dessus c'est ouvrir la possibilité d'avoir un coup d'avance, de bloquer avant que ce ne soit trop tard. Ce rapport de force, construit autour des terres, peut s'avérer à la fois rapide et efficace, dans les médias, sur le terrain et dans les tribunaux. Il peut s'inspirer du zapatisme ou du mode opératoire des ZAD, deux formes qui échappent aux calculs des puissant·es et multiplient les rencontres. **Pour autant, parvenir à créer de tels points de fixation implique de lutter par l'enquête, de réapprendre à habiter sobrement et de manière vigilante nos bassins de vie, de décoloniser nos imaginaires, nous, devenu·es étranger·ères sur nos propres terres.**

> « La société ne peut-être que capitaliste car les masses sont sans terre. La terre n'est pas du capital, c'est une chose différente, [qui doit être] libre. La perspective qui nous anime, [quarante-cinq ans après le début du mouvement à Notre-Dame des Landes], est celle d'une reprise en main de l'ensemble du foncier (terres agricoles, bâtiments, friches et forêts) par les habitants et les paysans pour arracher les terres et la Terre à la dévastation capitaliste. La question foncière est le nœud entre d'une part, la guerre sociale pour l'appropriation des outils de production, des moyens de subsistance ; et d'autre part la guerre territoriale pour défendre et prendre soin du monde fragile que nous habitons et dont tout laisse à penser qu'il est au bord de l'épuisement. [...] Nous vivons un tournant historique dans l'appropriation capitaliste des terres et la dévastation du monde. Plus que jamais, nous avons besoin de bâtir des formes conséquentes d'autonomie politique et matérielle. »
> Notre-Dame-des-Landes, *Prise de terre(s)*, été 2019



III DEUX NOUVEAUX EPR DANS LE BUGEY

Dans la loi relative à l'énergie et au climat (votée en septembre) la France a porté à 2035 l'objectif d'arriver à 50 % de nucléaire et 50 % de renouvelables dans la production d'électricité. Cela doit conduire à fermer 14 réacteurs nucléaires d'ici là. Cependant, même en supposant une prolongation de tous les réacteurs actuels jusqu'à 60 ans, une chute brutale des capacités nucléaires est à prévoir entre 2040 et 2050, du fait que la plupart des réacteurs ont été construits dans les années 1970 et 1980 **[1]**.

Pour maintenir un socle nucléaire capable de produire 35 à 40 GW / an d'électricité en 2035 (contre 63 GW aujourd'hui), **la construction de trois ou quatre paires d'EPR serait nécessaire tous les 10 ans** **[2]**. Ils viendraient peu à peu compenser les réacteurs qui seront fermés. Pour cela, EDF a déjà commencé à travailler son projet de *Nouveau nucléaire de France* et des appels d'offres ont déjà été publiés pour certains chantiers, sans indiquer encore quel site serait retenu, ni la date des travaux (entre 2021 et 2023) **[3]** **[4]** **[5]**.

Comme annoncé par le Gouvernement fin 2019, trois fois deux paires de réacteurs devraient voir le jour **[6]**. Comme à Flamanville, ils seraient bâtis sur des sites existants, là où les élu·es locaux·les y sont favorables et là où des réacteurs seront ***a priori*** bientôt arrêtés (Gravelines, Dampierre, Bugey, Tricastin). Rien n'est encore certain, mais l'une de ces paires serait fléchée à Penly (Normandie **[7]**). Les sites de Gravelines (Hauts-de-France **[8]**), de Belleville s/ Loire et la région Auvergne-Rhône-Alpes **[9]** sont également pressentis, sans certitude actuellement. Les deux principaux sites candidats au remplacement dans cette région sont le Bugey (Ain) et le Tricastin (Drôme). Ce dernier semblait avoir les faveurs de la Région **[10]**, mais cette piste se referme peu à peu :

- davantage que les autres centrales nucléaires implantées le long du Rhône, celle du Tricastin franchit de plus en plus souvent les limites d'échauffement des eaux, ce qui serait problématique en vue de l'implantation d'un EPR (1 600 MW) ;
- malgré le soutien des élu·es, aucun mouvement foncier n'a été repéré à proximité de la centrale et les seules réserves foncières disponibles impliqueraient le démantèlement rapide de l'usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse I ;
- comme la centrale de Cruas, celle du Tricastin se situe dans la zone sismique du Teil, relativement active récemment **[11]** ;
- de plus, les difficultés que rencontre EDF sur ce site (fragilité de la digue notamment) ne devraient pas permettre de démarrer de chantier dans les délais souhaités **[12]**.

Le réacteur Bugey 1 est en cours de démantèlement. Les réacteurs 2 à 5 auront plus de 56 ans en 2035 et sont les plus vieux en France après ceux de Fessenheim. Il est quasiment certain qu'ils seront arrêtés d'ici 2035 et très probable qu'ils soient remplacés sur le même site.

La centrale du Bugey s'étend sur 100 ha et EDF y a acquis 78 ha supplémentaires en avril 2018 **[13]**. En 2018 aussi, la Safer a été missionnée pour vérifier la faisabilité de constituer sur le site du Bugey une réserve foncière pour développer « de nouveaux moyens de production d'électricité décarbonée, nucléaire ou renouvelable, ou préparer les futurs démantèlements ».

Comme ailleurs en France, **EDF convoite 336 ha de terres mitoyennes de la centrale du Bugey, notamment pour y construire 2 nouveaux EPR [14]**. Si la construction de 6 EPR supplémentaires ne sera probablement pas annoncée officiellement avant 2022, ceux-ci seront sans aucun doute commandités avant, dans le plus grand secret, tel que le renforcement des effectifs de Framatome au Creusot le laisse penser. Outre des EPR, ces acquisitions visent également une centrale solaire au sol et une extension des zones d'entreposage de déchets radioactifs. Le retard pris dans les travaux de Cigéo implique en effet qu'EDF gère une quantité impressionnante de déchets, le site du Bugey étant tout indiqué pour en recevoir temporairement puisqu'il accueille déjà ICEDA.

Le 29 octobre 2018, un courrier cosigné par EDF et la Safer a été adressé à plusieurs propriétaires de terres pour « appréhender le contexte foncier d'un ensemble de parcelles situées en périphérie de la centrale du Bugey ». Des rendez-vous individuels ont été organisés, lors desquels des propositions de rachat ont été faites à 2 €/m², alors que le prix de marché est proche de 0,35 €/m². Ce prix indique la volonté d'EDF d'urbaniser ces terres.

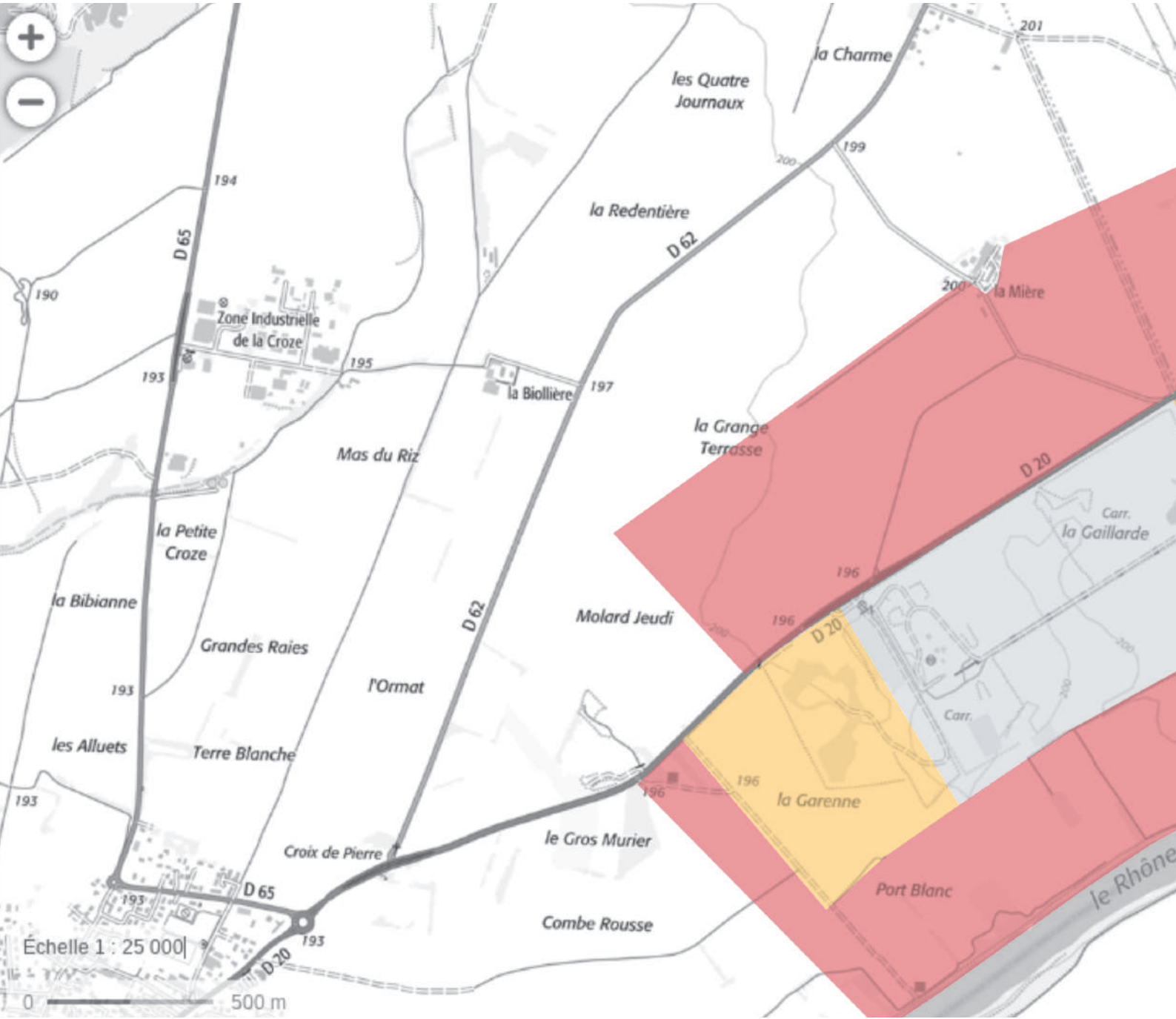
Un nouveau courrier cosigné par EDF et la Safer a été envoyé aux propriétaires en octobre 2019. Il ne dévoile pas les conclusions de l'enquête mais réitère la proposition de vente. **Entre-temps, les communes de Loyettes et de Saint-Vulbas [15], la Communauté de communes de la Plaine de l'Ain [16], le Conseil départemental de l'Ain [17] et le Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes [18] ont tous voté des vœux indiquant leur volonté d'accueillir de nouveaux EPR au Bugey et la disponibilité des réserves foncières pour ce faire.**

L'enquête foncière de la Safer portait sur plus de 336 ha de terres agricoles, naturelles ou exploitées. Ces surfaces s'ajoutent aux 78 ha achetés plus tôt (lieu-dit La Mière), suite à l'expropriation de l'entreprise horticole Roozen France et plusieurs années de lutte contre le dépôt de permis de construire et et le décret d'autorisation d'exploitation **[19]**. Ces terres sont mitoyennes de la centrale, en friches (quelques serres sont encore installées) et accessibles sans obstacles.

95 ha appartiennent à une filiale des groupes Vicat et Colas, notamment Perrier TP (CTPG) (lieu-dit La Gaillarde) **[20]** : composé d'alluvions (sables et graviers), ce site est partiellement exploité en carrière (jusqu'à 450 000 tonnes extraites / an). Le reste est cultivé mais pourra être exploité jusqu'en 2028 (date déterminée dans le PLU). Une extension de 12 ha est d'ores-et-déjà prévue à moyen-terme. Ces parcelles seront probablement les premières visées par EDF car le remembrement y est facile : une grande surface, un seul propriétaire. Elles seront sans doute aussi les plus difficiles à acquérir pour EDF car, les ressources souterraines de la carrière étant importantes, le prix de vente pourrait lui aussi être très élevé.

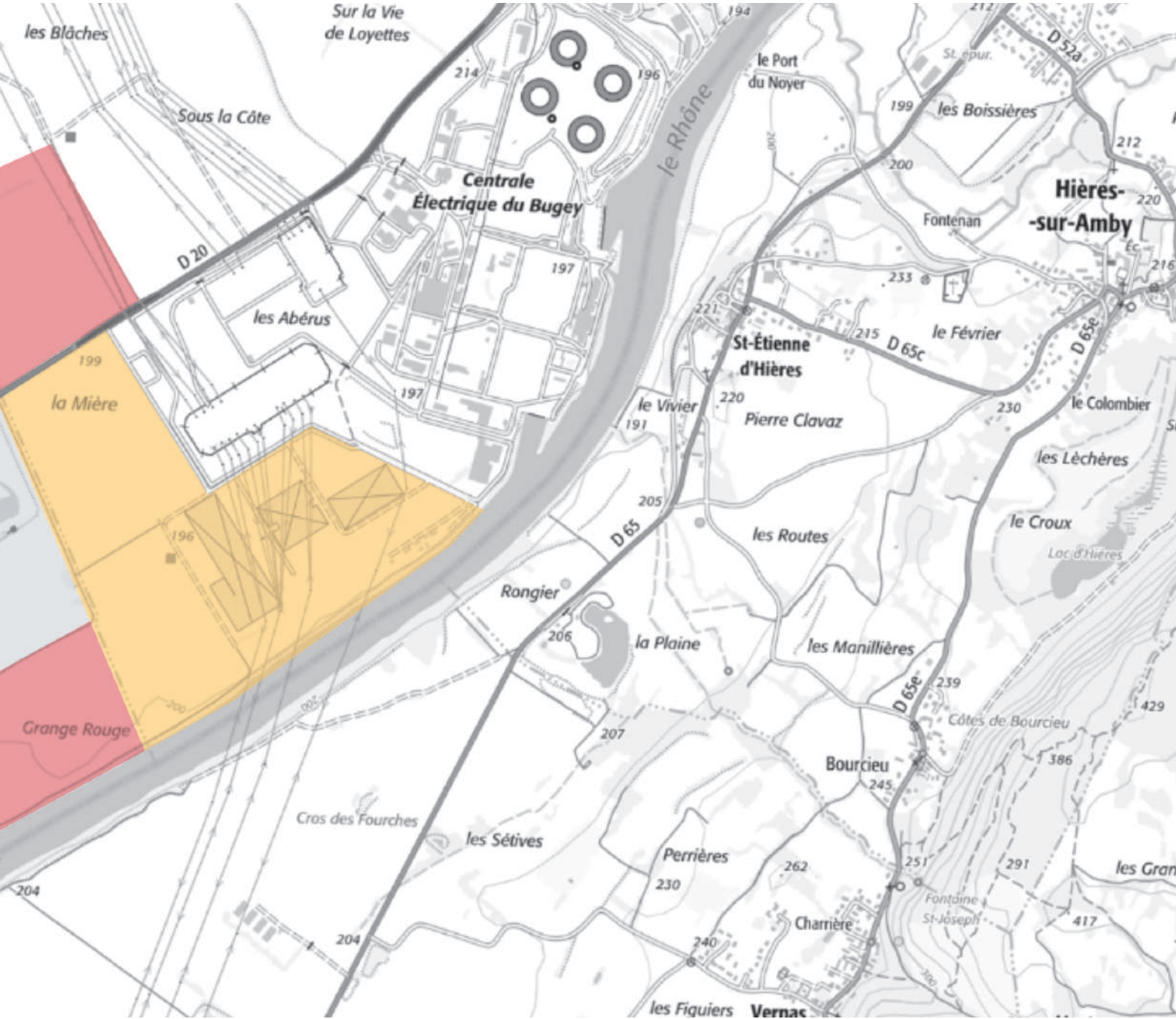
29 ha appartiennent à la commune de Loyettes (lieu-dit La Garenne). Cette ancienne carrière n'est plus exploitée depuis 2013 et les terres étaient retournées à un usage agricole (jachères et un Espace boisé classé). Un **projet de centrale photovoltaïque au sol** porté par EDF Energies Nouvelles devrait y être installé fin-2020 : 168 panneaux sur une zone d'exploitation de 5,4 ha (dont 2,6 ha réellement occupés), de quoi alimenter une ville de 3 000 habitant.es (5 900 MWh / an) **[21] [22] [23]**. L'enquête publique s'est terminée en mars 2019 en donnant un avis favorable au projet et le PLU a été modifié dans la foulée **[24]**. La commune percevra un loyer annuel de 2 500 € / ha sur 30 ans (plus la contribution éco-territoriale et l'impôt forfaitaire sur les entreprises de réseau).

209 ha appartiennent à près de 150 propriétaires différents, à cheval sur les communes de Loyettes et Saint-Vulbas. Il s'agit de terres à vocation agricole. Environ 10 exploitations conventionnelles (blé d'hiver, maïs, colza, tournesol) sont concernées (syndicats représentés : FNSEA et Coordination rurale). Une station de pompage est également présente depuis 2013 (Asia de l'Ain). Prenant de



l'eau directement dans le Rhône elle permet à environ 50 agriculteur·rices d'irriguer leurs champs : des prises d'eau sont disponibles sur tout le parcellaire **[25]**. Cette station de pompage est un investissement collectif des agriculteur·rices qui en remboursent chaque année l'investissement **[26]**. Cette question de l'irrigation pourrait être un levier de mobilisation des agriculteur·rices concerné·es plus important que la question nucléaire.

Enfin, une partie de la zone est classée dans une ZNIEFF de type II – grand ensemble naturel riche et peu modifié, offrant des potentialités biologiques importantes – intitulée Cours du Rhône **[27]**. Elle concerne le cours du Rhône et des zones humides de type bocage qui le bordent. Si le périmètre retenu par EDF devait s'étendre jusqu'au hameau des Gaboureaux, une société de chasse est également concernée par l'extension. Peu voire pas d'habitant·es sont concerné·es, sinon que les futures installations nucléaires jouxteraient les villages.



IV LE BUGEY, PAYS D'EAUX ENTRE LE NORD ET LE MIDI

> « C'est dans ce pays là que se négocie le difficile arbitrage entre le Nord et le Midi. » Paul Claudel

Posée ex-nihilo dans la Côtière de l'Ain, à la pointe méridionale du massif du Jura, la centrale du Bugey est au coeur d'un territoire contrasté, entre le Bugey au nord et à l'est, la Dombes à l'ouest et le Velin au sud **[1]**. Dans ce pays propice aux légendes et aux croyances **[2]**, le Rhône, l'Ain et leurs multiples affluents creusent des cluses et s'étalent dans les vallées, pour façonner les paysages. Le Bugey Noir, une succession de hameaux, de fermes isolées et de villages implantés sur des replats coupés de forêts profondes ; le Valromey, vallonné et doux, bordé de vignes et de fruitières ; la Dombes, pays de de brumes et d'étangs, où les lônes et les brotteaux forment des milieux aquatiques et bocagers riches ; etc.

Pendant environ 500 ans, depuis qu'il a été arraché à la Savoie par la France, ce territoire se fait oublier de la « grande histoire ». **Territoire pauvre et rustique, il est habité par des sociétés montagnardes et paysannes qui développent une gestion des « communs » parfaitement adaptée aux réseaux hydrographiques qui relient habitations et terres (droits « d'eau », agriculture en assec, etc. [3]).**

Au XIXe, la création des voies ferrées de Lyon vers Genève et Chambéry accélèrent ce que la bourgeoisie lyonnaise avait commencé en faisant du Bugey un lieu de villégiature et en rachetant massivement les terres. Exode ouvrier suite à la révolte des Canuts, profondes modifications écologiques causées par les ouvrages hydroélectriques (canal de Jonage et centrale du Cusset dès 1899), installation massive de l'industrie (Plastic Valley à Oyonnax, PIPA et industrie chimique), extension du réseau routier, grands projets (centrales nucléaires, Eurexpo, aéroport de Saint-Exupéry), urbanisation, ...

La centrale du Bugey est aujourd'hui entourée de grandes espaces céréaliers, irrigués et productifs, qui ont peu à peu remplacé les landes, bocages et étangs. Charcuté ici par les réseaux de transports, cerné là par la marée des lotissements, **autant sinon plus qu'ailleurs le Bugey fait face à un enjeu de réappropriation de ses cours d'eau, de leurs usages et de réappropriation d'un écosystème fragmenté par le capitalisme industriel et le béton.**

V « L'ÉMIRAT » DE SAINT-VULBAS

Depuis 40 ans **[1]**, le paysage de la Plaine de l'Ain, ce sont donc cinq cheminées vieillissantes de plus de 120 mètres de haut, posées au milieu d'une campagne céréalière et viticole, estampillées « EDF » et visibles jusque depuis l'esplanade de Fourvière. **Aux portes de Lyon, cette cocotte-minute vétuste, où les incidents se multiplient, est unanimement reconnue comme l'une des plus dangereuses en activité, dans la région la plus nucléarisée de France** (centrales de Cruas, de Saint-Alban et du Tricastin) **[2].** La centrale du Bugey est plantée au milieu de plusieurs grandes agglomérations (à vol d'oiseau : Lyon à 30 km, Bourg-en-Bresse à 50 km, Chambéry à 60 km, Grenoble à 80 km et Genève à 85 km)**.**

De la même manière que la filière électronucléaire a toujours été comparée à un « État dans l'État », **les centrales nucléaires françaises sont de petites pétromonarchies locales**. Comme dans la Meuse ou au Blayais, le Bugey était au début du XXe siècle l'un de ces « pays perdus », éloignés des centres urbains et dépeuplés. En y installant sa mono-industrie nucléaire, Électricité de France (EDF) a rapidement aménagé son voisinage pour le rendre propice à sa survie. **Saint-Vulbas, la commune d'implantation de la centrale, est aujourd'hui l'un des symboles de la création artificielle de zones de dépendance au nucléaire [3].**

La construction et l'opération des réacteurs du Centre national de production d'énergie (CNPE) du Bugey ont rapidement entraîné une explosion démographique. Entre 1962 et 2010, la population de Saint-Vulbas a augmenté de 300 %, quatre fois plus que celle du département. La construction de nouvelles routes nécessaires aux chantiers relia le Bugey aux grandes agglomérations voisines et l'arrivée de nouvelles familles permis de construire de nouvelles écoles, là où elles étaient menacées de fermeture. Afin de sédentariser les agent·es d'EDF, des lotissements et des infrastructures de loisir furent créés. L'argent du nucléaire permit aux communes de revêtir des habits bien différents de ceux que le Bugey connaissait.

Cette ville de 1 200 habitant·es jouit d'équipements rivalisant avec ceux d'une métropole, qui matérialisent sa richesse ostentatoire : centre nautique, palais des Congrès de 34 000 m², etc. Bénéficiant de la fiscalité d'EDF pour appliquer les taux de taxes professionnelle (8,5 %) et d'habitation (0,01 %) les plus bas du département, **la commune a attiré 180 entreprises au sein du Parc industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA [4])**. Créé en 1976, il emploie 7 300 personnes sur plus de 1 000 ha. Chaque année, la centrale du Bugey irrigue les collectivités, auxquelles les taxes locales rapportent près de 85 M € par an, dont 5,2 M € pour la seule taxe foncière. Dans les communes, l'installation de **« colonies du nucléaire »** où vivent les agent·es d'EDF (Lagnieu, Meximieux, Ambérieu-en-Bugey) a également contribué au développement des bourgs.

Comme le Koweït, **la prospérité du Bugey repose sur une rente issue de l'énergie.**

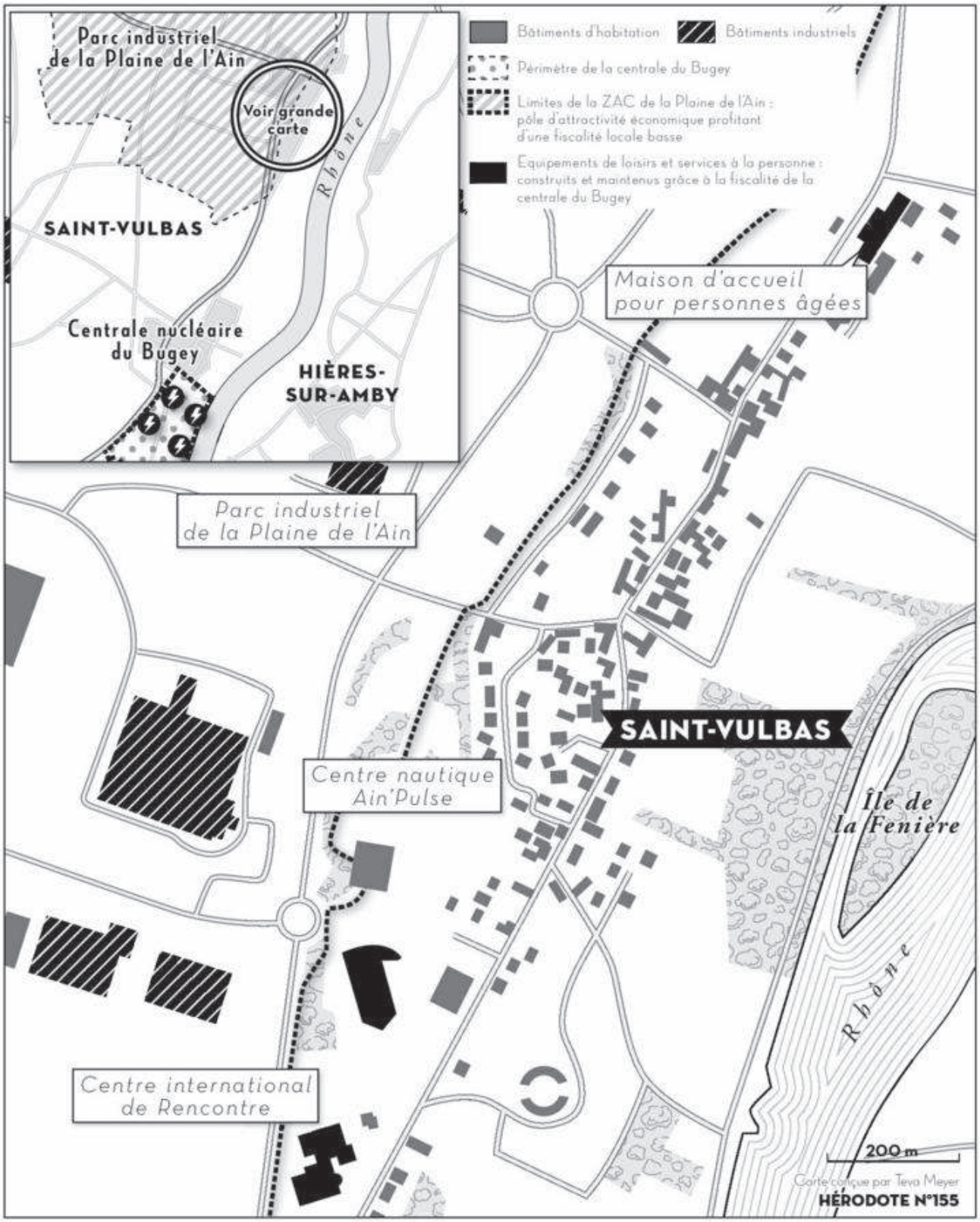
Ce « gouvernement du nucléaire par l'économie », EDF l'a parfaitement intégré, à tel point que les ressources fiscales des communes où sont implantés des sites de stockage (ex. Bure) sont alignées sur celles des centrales afin de faire accepter la construction de sites d'enfouissement. Spécificité supplémentaire du nucléaire en France, **EDF prend en charge le développement associatif des zones d'implantation par la création de partenariats financiers.**

Ces parrainages (greenwashing d'entreprise « citoyenne ») s'articulent systématiquement autour de trois thématiques : le sport, les œuvres sociales et le développement durable (partenariat avec le Conservatoire d'espaces naturels pour préserver la biodiversité du camp de la Valbonne, sponsoring de handibasket et de handikayak, etc.). L'électricien a rapidement compris l'intérêt ces partenariats pour son image, d'autant plus que les centrales sont les sites industriels les plus visités de France (6000 visiteur·ses au Bugey en 2018) **[5]**.

Au Bugey, la centrale, les lignes électriques et les usines ne sont que la partie visible de l'emprise de l'énergie atomique. Un très grand nombre d'élu·es sont d'ancien·es salarié·es de la centrale, désormais intégré·es dans la vie politique locale. C'est d'ailleurs le cas du maire de Loyettes, commune sur laquelle le site du Bugey devrait s'étendre. Et en 2017, 54 M € ont été consacrés par la centrale du Bugey à des contrats directs avec près de 600 entreprises « locales » **[6]**. Rien d'étonnant alors à ce que les riverain·es de la centrale du Bugey soient favorables à 62 % à la prolongation de la durée de vie des réacteurs.

En plus de sa langue de bois habituelle (EDF dit problème d'étanchéité et pas de fuite, EDF ne dit pas radioactivité mais éléments actifs, etc.), l'électricien n'hésite d'ailleurs pas à se servir de ces arguments dans sa communication : « Pensez-vous que je prendrai le moindre risque ? Ma famille habite ici. » (dixit le directeur de la centrale).

Sans nier l'importance des enjeux globaux, tels l'extraction de l'uranium ou l'enfouissement des déchets, **la complicité des territoires locaux avec les intérêts financiers de la nucléocratie est l'un des principaux verrous existant.** Élu·es et entreprises sont les premier·ères défenseur·ses de l'électronucléaire, les centrales étant entrées profondément dans la vie quotidienne des habitant·es. Ce qui rend l'électronucléaire si exceptionnel en France (par rapport à l'Allemagne avant, par exemple), de manière très visible dans le Bugey, c'est l'extrême dépendance / vulnérabilité des territoires aux envies d'EDF.


Parc industriel de la Plaine de l'Ain
Voir grande carte
Rhône
SAINT-VULBAS
Centrale nucléaire du Bugey
HIÈRES-SUR-AMBY
Bâtiments d'habitation
Bâtiments industriels
Périmètre de la centrale du Bugey
Limites de la ZAC de la Plaine de l'Ain : pôle d'attractivité économique profitant d'une fiscalité locale basse
Equipements de loisirs et services à la personne : construits et maintenus grâce à la fiscalité de la centrale du Bugey
Maison d'accueil pour personnes âgées
Parc industriel de la Plaine de l'Ain
SAINT-VULBAS
Centre nautique Ain'Pulse
Île de la Fenière
Rhône
Centre international de Rencontre
200 m
Carte conçue par Teva Meyer
HÉRODOTE N°155

VI UNE « CATHÉDRALE » NUCLÉAIRE MALADE EN ZONE INONDABLE

Construite dès 1965, relativement proche du camp militaire de la Valbonne, la centrale du Bugey produit l'équivalent de 40 % de la consommation électrique d'Auvergne-Rhône-Alpes (25 Mds de kWh / an). **1 400 agent·es d'EDF et 600 sous-traitant·es y travaillent, faisant d'EDF le principal employeur du département de l'Ain.** Dans le détails, ces infrastructures se composent :

- d'un réacteur (filière graphite gaz) mis en service en 1972 (n°1) et arrêté en 1994, en cours de démantèlement **[1]** ;
- de quatre réacteurs de 900 MW chacun (filière eau pressurisée) mis en service en 1978 (n°2 et 3) et 1979 (n°4 et 5), plus les piscines de stockage qui vont avec ;
- d'une « plaque tournante » de déchets nucléaires (ICEDA **[2]**) dont la mise en service est prévue en 2020 **[3]** ;
- du magasin interrégional de stockage de combustibles où EDF entrepose des assemblages de combustible dans l'attente de leur chargement en réacteur **[4]**.

Petit florilège des risques inhérents à ce site nucléaire et de ses actualités.

1. La centrale du Bugey accumule impasses techniques et pollutions [5]. Démarrés en 2018, les travaux de démantèlement du réacteur Bugey 1 sont en cours **[6]**, mais leur date de fin a été repoussée à l'horizon 2080 **[7]**. La centrale de Creys-Malville, à quelques kilomètres de là, est aussi en cours de démantèlement **[8]**. Ses déchets seront entreposés à ICEDA. Comme pour le réacteur Bugey 1, les solutions techniques manquent et les risques de cancers pour les intervenant·es sont sous-estimés.

2. Le réacteur Bugey 5, surnommé par la presse « le plus malade de France » [9] n'est pas en reste : arrêts à répétition, anomalies constantes sur des pièces qui ne se remplacent pas (fuites sur la cuve et l'enceinte de confinement), rafistolages, etc. **[10]**. Près de 271 anomalies ont été détectées dans la centrale sur des pièces issues de l'usine du Creusot Forge, dont 93 sur le seul réacteur Bugey 3, à tel point que **le canton de Genève a porté plainte contre la centrale à deux reprises [11]**. De la même manière, ICEDA pose déjà des problèmes insolubles : les rejets liquides et gazeux (tritium, carbone 14, bore, gaz rares, produits de fission) lors de la découpe des pièces avant leur mise en fûts seront énormes. Il est prévu que les rejets de tritium produits par la déconstruction du réacteur Bugey 1 dépassent 3 000 GBq / an de tritium, contre 100 lors de son fonctionnement – ce que la loi permet puisqu'elle autorise des seuils de rejet 4 à 6 fois supérieurs lors du démantèlement, la centrale étant autorisée à 2 000 GBq de tritium par an par réacteur **[12]**.

3. L'autre enjeu de l'année 2020 pour le site du Bugey est **la 4e visite décennale de ses réacteurs 2 et 4 [13], en plein grand carénage / rafistolage [14].** C'est à l'issue de ce réexamen orchestré

par l'Agence de sûreté du nucléaire (ASN) que la durée de vie de ces réacteurs pourra être prolongée de 10 ou 20 ans, idéalement jusqu'en 2035, date à laquelle les réacteurs actuels auront 56 ans et ou de nouveaux réacteurs pourraient être opérationnels. L'investissement représente plus de 2 milliards d'euros sur la période 2014-2025, avec un pic d'activités sur 2020-2023 lors des visites décennales des quatre réacteurs. **Le chantier du « grand carénage » représentera plus de 4 000 personnes présentes au quotidien sur les installations. Cela s'ajoutera aux 7 300 employé·es travaillant dans le Parc industriel de la Plaine de l'Ain**, à moins de 6 km de la centrale, dont certains dans des sites classés Seveso (BASF Pharma, Tredi, Speichim Processing, etc.) **[15].**

En 2020 le Bugey sera ainsi une immense fourmilière industrielle. Sans transports en commun, ce seront 11 000 personnes, plus les convois logistiques, qui circuleront chaque jours aux abords de la centrale du Bugey, notamment via la D20 qui traverse Loyettes et rend la circulation « infernale » selon les riverain·es. Tou·tes les travailleur·ses de la centrales sont logé·es à proximité **[16]**.

4. Le barrage de Vouglans [17], à 70 km de la centrale, dans le Jura, pourrait aussi faire de ce site un « Fukushima français » [18]. Les terres convoitées par EDF autour de la centrale du Bugey se situent en zone inondable (ce qui, selon EDF, n'est pas le cas de la centrale actuelle : située à 197 m d'altitude elle serait épargnée alors que le village mitoyen de Saint-Vulbas, situé à 201 m d'altitude, serait submergé) **[19]**. En cas de séisme, de crue du Rhône ou de rupture du barrage, plusieurs scénarios-catastrophes sont possibles, le pire étant une vague de 9 m de haut qui submergerait le site 6h10 après la rupture du barrage **[20]**.

Sans aller jusqu'à imaginer les risques en cas de constructions de nouveaux EPR, la poursuite du projet ICEDA augmenterait déjà drastiquement la pollution des nappes phréatiques dans un tel scénario, le Rhône n'étant qu'à 40 m des installations. Loin d'être de la science-fiction, la fragilité du barrage de Vouglans est réelle : pression d'eau maximale, fissure à la jonction entre l'ouvrage et la roche, falsification de documents publics, censure de documents internes compromettant, etc. **[21]**. D'autant que la centrale ne dispose que de 15 jours d'autonomie pour refroidir les circuits et éviter la fusion du cœur. Même l'ASN estime que l'accident est « plausible, voire réaliste ».

Les populations concernées seraient en premier lieu celles du périmètre du Plan particulier d'intervention de la centrale du Bugey (PPI **[22]**). Celui-ci a évolué en juillet 2019, incluant toutes les communes dans un rayon de 20 km (contre 10 km avant) autour de la centrale, à cheval sur l'Ain (54 communes), l'Isère (56 communes) et le Rhône (8 communes et la Métropole de Lyon). 340 000 habitant·es (contre 76 000 dans l'ancienne version du PPI) seraient concerné·es. **Selon l'institut Biosphère un accident nucléaire au Bugey irradierait 5 millions de Français·es et contaminerait 20 000 km² de zones agricoles [23] [24].**

Pour aller plus loin : les entreprises de la filières installées à proximité [25].

VII FUTURE PLAQUE TOURNANTE DES CONVOIS RADIOACTIFS

Au cours des prochaines années le site nucléaire du Bugey deviendra un pôle central de la filière pour la fin de vie des déchets radioactifs [1], au moins aussi important que celui du Tricastin l'est pour les combustibles (usines d'Orano et pôle de compétitivité Trimatec). En 2020, sauf nouveau retard, ICEDA devrait être mis service **[2]**. **Il s'agit de l'unique entrepôt français prévu pour les déchets issus du démantèlement des réacteurs nucléaires.** Dans un bâtiment semi-enterré de 8 000 m² (100 M € de travaux), jusqu'à 2 000 tonnes de déchets radioactifs à vie courte (FA-VL) ou moyennement longue (MA-VL, 300 ans) y seront conditionnés en fûts.

Issus de la déconstruction des réacteurs arrêtés de Bugey 1 (500 tonnes de graphite radioactif et plus d'acier que la tour Eiffel), Brennilis (Finistère), Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher), Chooz (Ardennes), Chinon (Indre-et-Loire), Creys-Malville (Isère), ces déchets seront « emballés » et entreposés temporairement **avant d'être définitivement stockés dans le Centre industriel de stockage géologique (Cigéo) de Bure (Meuse)**. Ce dernier devant ouvrir en 2025 au plus tôt et le démantèlement des réacteurs déjà arrêtés pouvant durer jusqu'en 2080 et plus, le caractère « temporaire » de l'entreposage sera tout relatif.

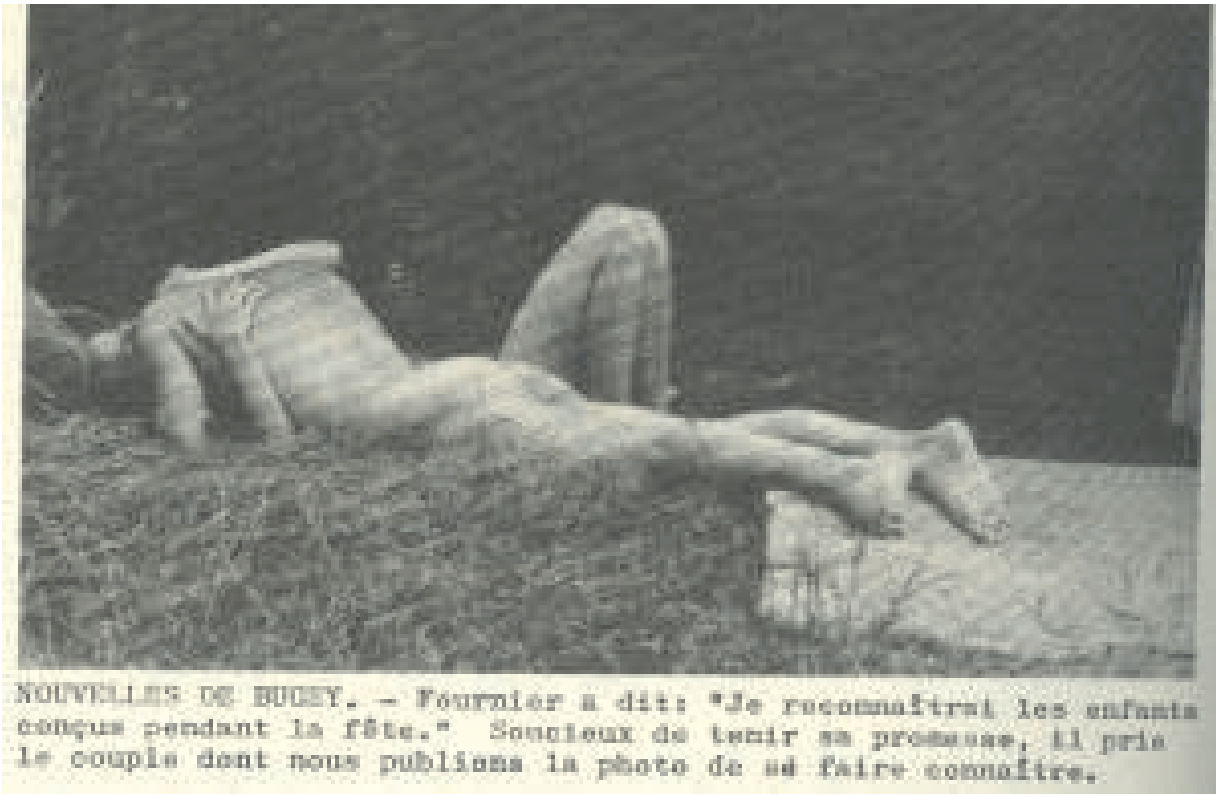
Cette poubelle nucléaire, moins médiatisée que Cigéo et mobilisant peu les activistes **[3]** est exploitée depuis 2018. La phase d'essais est encore en cours sous la surveillance de l'ASN **[4]**. Ce projet est symptomatique d'une industrie qui n'a anticipé ni la fin de vie de ses réacteurs, ni la gestion de leurs déchets, ni le coût pharaonique et inestimable de leur démantèlement **[5]**. Alors qu'EDF s'était engagé à achever le démantèlement des réacteurs de la filière graphite gaz d'ici 2044 ce délai a été repoussé de 40 ans en raison des fortes incertitudes pesant sur les techniques de déconstruction. Une entorse supplémentaire à la doctrine de démantèlement immédiat fixée par l'ASN. Le site de Chinon pourrait être un site pilote de démantèlement « sous air », car plus petit **[6]**.

Cette installation fera du Bugey une plaque tournante des transports radioactifs, depuis toutes les centrales de France vers Cigéo (déconstruction de 9 réacteurs et opérations de maintenance sur les 58 autres). Ces déchets pourront transiter par camion (estimation à 10 convois / mois) via la D20 traversant le village de Loyettes, où se situe le seul pont susceptible de supporter de si lourdes charges à proximité de la centrale. Ils pourront également transiter via la gare de triage d'Ambérieu-en-Bugey, comme les déchets vitrifiés vers l'Italie ou la Hague à l'heure actuelle **[7]**. Le raccordement ferré du site a été l'un des principaux arguments du choix d'implantation d'ICEDA : cette ligne n'est pas électrifiée et une motrice déplace les wagons entre la gare de triage et la centrale.

VIII ABADA ! LE BUGEY EN LUTTES

A l'inverse des territoires voisins **[1]** où, ces dernières années, plusieurs luttes ont été fortement mobilisatrices auprès d'activistes (ex. NO TAV dans les pays de Savoie **[2]**, ZAD de Roybon en Isère **[3]**), ce n'est pas le cas du Bugey. Malgré un passé de rébellions populaires **[4]** marqué par **la lutte des contrebandiers, aidés par la population (devoir de rescousse), contre les gendarmes et les commis du « Fisc » [5],** malgré de grandes grèves, des opérations de « ville morte » et des occupations d'usines dans les années 80 (les Billon à Oyonnax, les Pingon, les Le Tanneur à Bourg-en-Bresse, celleux de la Shappe ou de Céfilac), le XXIe siècle a été plutôt calme dans le Bugey. **Le début des années 2010 a seulement été marqué par une lutte (victorieuse) contre des forages d'hydrocarbures (pétrole et gaz de schiste / houille) [6] et la poursuite de la lutte antinucléaire débutée dans les années 70.**

L'épisode le plus marquant fut sans doute la « grande marche pacifique, non-violente et joyeuse face à l'usine atomique ». Les débuts de la lutte antinucléaire en France se situent à la fin des années 60, notamment à Fessenheim (*Plutôt actif aujourd'hui que radioactif demain !*). C'est à cette époque **[7]** que se crée le comité Bugey-Cobayes (Comité d'information et de défense des cobayes récalcitrants) à l'initiative notamment de Pierre Fournier (fondateur de La Gueule ouverte) **[8] [9]**. Alors que la construction du réacteur Bugey 1 se termine, ce comité, Les Amis de la Terre, Survivre et Charlie-Hebdo appellent à un rassemblement le 10 juillet 1971 (10 à 15 000 personnes réunies) autour du slogan *Gueulez non de dieu !* **[10] [11] [12]. Ce rassemblement est en quelque sorte l'acte fondateur du mouvement écologiste radical antinucléaire français, à la suite de la fondation du journal La Gueule ouverte et, le point de départ d'un foyer de résistances contre le projet Superphénix, où paysan·nes et activistes s'allient, jusqu'aux affrontements de Faverges en 1977 [13].**



NOUVELLES DE BUGEY. — Fournier a dit: "Je reconnaîtrai les enfants conçus pendant la fête." Soucieux de tenir sa promesse, il prie le couple dont nous publions la photo de se faire connaître.

Les militant·es de Bugey-Cobayes n'ont pas l'espoir d'empêcher la mise en service de Bugey 1. Leur but est à la fois plus modeste et plus ambitieux. Il s'agit de faire prendre conscience aux Français·es des dangers d'une civilisation industrielle « qui ne se contente plus de les exploiter mais qui commence à les détruire » et aussi **préparer la naissance d'un mouvement d'opinion comparable à celui qui, aux États-Unis, a déjà provoqué l'abandon ou le report de plusieurs projets nucléaires**. Ce rassemblement, vécu comme **une fête populaire et libertaire ponctuée d'affrontements avec les CRS**, est perçu comme la naissance d'un mouvement antinucléaire d'ampleur nationale. Ce rassemblement sera suivi d'un sit-in **[14]** du 4 septembre au 17 octobre 1971, où 5 à 6 personnes sont présentes 24h/24 **[15]**.

Puis, malgré la présence de nombreux·ses militant·es des premières luttes, (presque) plus rien. Pendant plusieurs décennies, la centrale du Bugey fonctionne dans l'indifférence quasi-générale, mis à part quelques contestations juridiques émises entre 2005 et 2010 par des associations riveraines, contre l'enquête publique précédant le chantier d'ICEDA. L'attention des luttes antinucléaires s'est en effet portée pendant près de trente ans sur d'autres sites, comme la centrale de Golfech **[16]**, à Plogoff **[17]** **[18]**, ou le surgénérateur Superphénix **[19]** **[20]** **[21]**.

Quelques mois après l'accident de Fukushima, l'association SDN Bugey (environ 150 militant·es plus ou moins actif·ves réparti·es dans un rayon de 100 km) et la coordination Stop Bugey sont fondées **[22]** pour réclamer l'arrêt immédiat de la centrale ainsi que du projet ICEDA qui, avant Cigéo, était considéré comme la plus grande poubelle nucléaire d'Europe à domicile. **Le 15 octobre 2011, 3 000 personnes défilent devant la centrale, puis 1 500 l'année suivante**. La baisse de la mobilisation incite la coordination à faire évoluer ses choix tactiques **[23]** et à se concentrer sur :

- une activité juridique intense (contre le déchargement de gravats radioactifs **[23]**, à propos d'ICEDA **[24]** ou à propos de fuites radioactives **[25]**) ;
- la participation à des programmes scientifiques, comme celui de l'IRSN appelé Open Radiation pour développer un boîtier de mesure en kit couplé à une app de smartphone et un GPS ;
- une vigie administrative et technique pour surveiller les communications d'EDF et avertir de leurs lacunes (sur l'extraction de l'uranium **[26]** ou, en cours, à propos des justifications du bilan carbone du nucléaire affichées par EDF) ;
- une présence médiatique importante, par voie de communiqués de presse **[27]** ou de pétitions **[28]** pour dénoncer les dérives d'EDF ;
- des actions symboliques régulières sur les ronds-points **[29]** ou « zone à évacuer » **[30]** pour sensibiliser la population.

Peu d'activistes ont investi le territoire du Bugey depuis. En mai 2012, pour dénoncer l'extrême vulnérabilité des bâtiments lourdement chargés en radioactivité, un militant de Greenpeace s'était posé sur le sol de la centrale grâce à un parapente à moteur et avait déposé un fumigène sur le dôme d'un des quatre réacteurs. Pour les mêmes raisons, en juillet 2018 Greenpeace avait à

fait voler un drone déguisé en super-héros au-dessus de la centrale du Bugey avant de provoquer volontairement son crash sur le mur de la piscine d'entreposage du combustible usé **[31]**.

La mobilisation sur le terrain contre l'accaparement de terres a commencé. Elle est pour l'heure infructueuse et Stop Bugey attend beaucoup d'un éventuel soutien. Dans cette éventualité, La coordination Stop Bugey a la volonté de refaire en 2020 une manifestation de la même ampleur que le 15 octobre 2011 (3 000 personnes mobilisées, suite à Fukushima et dans le contexte électoral des présidentielles). La manifestation, partie du nord, était arrivée jusque devant la centrale, mais la police avait restreint la circulation. Résultat, les manifestant·es avaient du parcourir plus de 10 km à pied. Ce qui a pu être fait par ailleurs :

(1) essai de création d'un comité de défense avec les agriculteur·rices et les propriétaires concerné·es: le courrier envoyé par n'a pas permis de réunir plus de 2-3 personnes, principalement en raison de conflits et d'intérêts divergents entre les familles concernées, parfois de longue date ;
(2) organisation d'une réunion publique à Loyettes (70 personnes présentes dont le maire et des élu·es) : malgré l'intérêt porté au sujet, personne n'a souhaité s'engager dans la constitution d'une association de défense des terres ;
(3) rencontres individuelles de certains propriétaires et agriculteur·rices dont il ressort un sentiment de fatalité général et d'illégitimité, « c'est le pot de terre contre le pot de fer » ;
(4) interventions en conseils municipaux / communautaire, mise en place de bannières en bord de route ;

Parmi les terres convoitées par EDF, une dizaine d'hectares appartiennent à des allié·es. L'association ayant son siège social à Loyettes, cela offre des ancrages forts en proximité immédiate de la centrale. Il est à noter que parmi les membres Stop Bugey se trouvent plusieurs scientifiques spécialisés en chimie et énergie nucléaires, de quoi crédibiliser et asseoir la légitimité de la lutte locale.

Une action conjointe de SDN et de la Confédération paysanne **[32]** a d'ailleurs été menée au Salon de l'Agriculture pour dénoncer **[33]** :

(1) l'artificialisation des terres **[34]** (rien qu'en Indre-et-Loire, ce sont 800 à 1 000 ha de terres agricoles « mangées » par an, soit 15 à 20 exploitations dans le département) ;
(2) le manque de transparence d'EDF sur ses projets et les gains financiers que la Safer aura potentiellement suite à ces transactions ;
(3) le détournement de la Safer de son rôle originel qui était d'utiliser la préemption pour réguler les prix du marché des terres agricoles : comme l'ONF, sous la pression de l'État, la Safer cherche à être rentable pour compenser la baisse des aides publiques et développe pour ce faire de nouvelles prestations.

IX AUX RACINES DE L'ÉCOLOGIE RADICALE ANTINUCLÉAIRE

Grand marche pacifique et joyeuse face à l'usine atomique, présence massive de militant·es allemand·es, mort de Vital Michalon suite aux affrontements de Faverges avec les CRS, cortèges nudistes … les résistances des années 70 dans le Bugey, contre la centrale du même nom et Superphénix, constituent l'un des moments les plus forts de la lutte antinucléaire française, un imaginaire vif dans lequel puiser et qui a marqué les mémoires sur le territoire [1].

Le texte qui suit est le premier édito du premier numéro de La Gueule ouverte.

> *« Jamais, quand c'est la vie elle-même qui s'en va, on n'a autant parlé de civilisation et de culture. », Antonin Artaud*

Voici un journal de plus. Et, par la même occasion, un éditorial de plus.

Pourquoi un éditorial ? Parce qu'il faut bien expliquer pour un journal. Grand-père, raconte !

La Gueule Ouverte est virtuellement née le 28 avril 1969. J'étais dessinateur et chroniqueur à Hara-Kiri-Hebdo, payé pour faire de la subversion, et, dès le n° 13, lassé de subvertir sur des thèmes à mes yeux rebattus, attendus, désamorcés d'avance. Prenant mon courage à deux mains, j'osai parler d'écologie à des "gauchistes". Permettez que je me cite :

« Pendant qu'on nous amuse avec des guerres et des révolutions qui s'engendrent les uns les autres en répétant toujours la même chose, l'homme est en train, à force d'exploitation technologique incontrôlée, de rendre la terre inhabitable, non seulement pour lui mais pour toutes les formes de vie supérieures qui s'étaient jusqu'alors accommodées de sa présence. Le paradis concentrationnaire qui s'esquisse et que nous promettent ces cons de technocrates ne verra jamais le jour parce que leur ignorance et leur mépris des contingences biologiques le tueront dans l'œuf. La seule vraie question qui se pose n'est pas de savoir s'il sera supportable une fois né mais si, oui ou non, son avortement provoquera notre mort.

Bien que quelques fadas n'aient pas attendu l'aurore du siècle pour la concevoir, cette idée est si neuve, et nous sommes depuis la maternelle si bien conditionnés dans l'autre sens, que presque personne encore ne l'a vraiment comprise. Surtout pas les distingués académiciens qui tous les 28 jours, sur un ton désabusé mais élégant, nous emmènent faire un tour sur la vieille balançoire intellectuelle de la médaille du progrès, avec son avers et son revers. C'est trop monstrueux pour qu'on puisse y croire. Les gens sont comme ça, plus butés que les bœufs qui, conduits à l'abattoir, profitent de la première occase pour s'échapper. C'est pourquoi la catastrophe, beaucoup plus prochaine que vous n'imaginez, ne pourrait être évitée que par une réforme des habitudes mentales plus radicale encore que celle jadis opérée par les rédacteurs de la Grande Encyclopédie. Ça représente du travail.

Mais chercher quoi faire pour survivre aux trente années à venir, c'est abstrait comme préoccupation. On ferait mieux de parler encore du Vietnam. Là, au moins, y'a rien à faire et rien à comprendre, tout et dit. C'est bien reposant. Au mois de mai (68, NDLR), on a cru un instant que les gens allaient devenir intelligents, se mettre à poser des questions, cesser d'avoir honte de leur singularité, cesser de s'en remettre aux spécialistes pour penser à leur place. Et puis, la Révolution, renonçant à devenir une Renaissance, est retombée dans l'ornière classique des vieux slogans, s'est faite, sous prétexte d'efficacité, aussi intolérante et bornée que ses adversaires, c'est aux Chinois de donner l'exemple, moi j'achète l'évangile selon Mao et je suis. »

Je concluais en invitant à lire l'Affranchi, un mensuel écologique que venaient de fonder deux types de vingt ans et qui ne devait pas survivre à son numéro trois. Ceci pour dire que nous étions alors quelques-uns à savoir qu'il y avait urgence, et que cette urgence consistait en ceci : faire coïncider la révolte instinctive, viscérale, de la jeunesse (que nous interprétions comme une révolte de LA VIE face aux artifices mortels de la collusion pouvoir-savoir) avec ce que nous pensions être LA RÉALITÉ DES VRAIS PROBLÈMES.

> *« Défendre la nature sur tous les fronts est une chose malaisée car on se heurte à l'indifférence, à l'ignorance, au scepticisme, et surtout l'on a contre soi, plus ou moins ouvertement, tous ceux qui […] ne font pas objection au déluge pourvu qu'ils ne soient plus là pour y assister. », Jean Rostand*

Non, je n'étais pas seul, loin de là, mais j'étais seul à disposer d'un gueulophone avec toute liberté de m'en servir. Pour conduire à son terme cette nécessaire rencontre du gauchisme et de l'écologie, la faire déboucher sur le dépassement et le renouvellement, à la fois, de l'écologie et du gauchisme, j'avais une tribune dans "le seul journal parisien (dixit Wolinski) dont le rédacteur en chef ne soit pas un pourri". C'était une chance extraordinaire et il aurait été très bête de n'en pas profiter.

C'est ainsi que Hara-Kiri-Hebdo – Charlie-Hebdo, qui n'était pas seulement le prolongement hebdomadaire de Hara-Kiri mais, j'en suis sûr, le seul prolongement historique authentique du grand éclat de rire libérateur de mai 68, devint, bon an mal an, le porte-voix français – disons européen, car le phénomène est unique – de la nouvelle gauche écologique.

Gueuler ne suffisait pas. Très vite, des lecteurs m'écrivirent pour m'enjoindre de fonder, et plus vite que ça, un "parti rousseauiste" destiné à "regrouper les marginaux". Les marginaux – comme ils ont

raison ! - n'ayant pas envie d'être regroupés, et surtout pas au sein d'un parti, quelque soit son isme, il y avait sans doute mieux à faire.

Un matin d'avril 71, un emmerdeur (je ne croyais pas si bien dire) vint me rendre visite, en voisin, dans ma résidence de Leyment (Ain). Pédago à la barbe de prophète, gauchiste revenu du gauchisme, nostalgique de mai 68, assez mal dans sa peau et tout seul dans son trou, il me proposa de mener une action contre l'usine atomique de Saint-Vulbas (Ain), dite Bugey 1 (et rendue célèbre par nos soins : certains ont fini par croire qu'elle s'appelait "Buges-Cobayes" !). Celle-ci devait diverger dans 6 mois, il nous restait 6 mois pour empêcher ça. En Alsace, les gens du Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, conduits à la bataille par Esther Davis, épouse du "citoyen du monde" Gary Davis, menaient une lutte solitaire et désespérée contre l'implantation d'une centrale nucléaire sur les bords du fleuve international. Survivre et les Amis de la Terre les aidaient de leur mieux. Soutenu par un battage intensif dans Charlie-Hebdo, le comité "Bugey-Cobayes" prit le relais.

Le succès dépassant toutes nos espérances, 15.000 jeunes et moins jeunes, venus de la France entière et parfois de l'étranger, se rassemblèrent, le 10 juillet, pour une "grande marche pacifique, non violente et joyeuse", face à l'usine atomique. Les médias furent contraints de faire écho. La contestation écologique, franchissant l'Atlantique avec à peine un peu de retard sur les capitaux de Westinghouse, faisait son entrée dans la conscience française. Je parle de la vraie contestation écologique, la non-récupération (et moins que jamais récupérée à ce jour, n'en déplaise aux semeurs de confusion). Bugey 01, la grande fête à Bugey, fut un révélateur. Elle reste pour beaucoup un souvenir inoubliable. Tout, avec le recul du temps, nous semble avoir concouru à la réussite : l'ordre et le désordre, le refus des discours, le refus de la violence et le refus du spectacle, le nudisme ingénu, le partage et la rencontre. Tout y était en germe.

Le sit-in de six semaines, face à l'usine, à ses esclaves et à ses victimes, enracina, non pas dans les "populations" vassales de la télé, mais chez les participants à l'action, la volonté, le besoin irrépressible de CHANGER LA VIE. Nous n'avons pas empêché la mise en marche de Bugey 1, mais ce n'était pas - nous le savions aujourd'hui – l'objectif visé.

Les "anciens combattants de Bugey" ont porté, aux quatre coins de l'hexagone et au-delà, sous la bonne parole écologique, le ferment d'une civilisation nouvelle, à la juste mesure de l'homme libre, qui substituera, aux structures mécaniques, leur contenu vivant.

Si, à compter de leur participation aux manifs de Bugey-Cobayes, rien ne pouvait plus être pareil pour beaucoup de gens, cela était encore plus vrai pour les organisateurs desdites manifs. Quand, rendant à Emile, qui m'avait embarqué dans l'aventure Bugey, la monnaie de sa pièce, je l'ai embarqué dans l'aventure du "journal écologique", il n'a pas résisté. On ne résiste pas, n'est-ce pas, à l'incarnation du Destin dans l'Histoire.

Après Bugey, mes deux pages hebdomadaires ne pouvaient suffire. Le noyautage de la grande presse ayant abouti au peu de résultats escompté, les petits journaux écologiques, dont la valeur est grande mais les moyens dérisoires, se sont multipliés.

En tentant aujourd'hui, sans garantie de réussite, de donner à la contestation écologique, grâce au soutien logistique des francs-tireurs de l'équipe Hara-Kiri, une tribune plus spécifique et si possible

aussi efficace que Charlie-Hebdo, nous n'avons pas la prétention de concurrencer les autres feuilles écologiques, au contraire. Nous sommes conscients qu'un journal est une solution de compromis et qu'il risque, du seul fait qu'il existe, de démobiliser. Nous sommes conscients des contradictions quotidiennes dans lesquelles nous enfonce le journalisme professionnel. Et nous savons bien que faire un journal dans une mairie de campagne désaffectée, encouragés par le hennissement sympathique du cheval du voisin, n'est pas une garantie d'honnêteté suffisante. Nous avons dû, englués que nous étions dans les problèmes matériels que pose un tout relatif "retour à la terre", nous secouer pour nous mettre au travail. Nous nous sentions si ridiculement faibles, face au rouleau compresseur du capitalisme emballé… la tentation était telle de se consacrer, enfin, à vivre de cette vie que nous côtoyons, de couper notre bois, de faire notre pain, de retourner à l'homme des bois… LA VIE est là, tout près.

A peine sorti le premier numéro, voici que nous assaille la tentation de tout remettre en cause, de pousser plus loin, aussi loin que d'autres, un désengagement dont nous savons bien qu'il se fera toujours plus exigeant : la disproportion des forces en présence impose, à qui refuse l'inéluctable, une radicalité sans cesse plus affirmée. Mais se faire plus radical que la situation actuelle ne l'exige, c'est encore un piège dans lequel nous ne voulons pas tomber.

Vous aurez compris que, si ce journal ne se veut rien de plus qu'un journal, ni sa forme ni ses objectifs ne sont pour autant fixés, qu'il est un canevas, un prétexte, une base de départ et d'aventure. Nous ne savons pas où nous allons.

Ce contre quoi nous luttons : les EPR, un grand projet inutile de plus, le renouvellement de la filière électronucléaire dès 2020. Nous ne voulons pas d'une société industrielle renouvelable à l'infini, ni du projet fou de produire toujours plus d'énergie soit-disant décarbonée. Le nucléaire est le principal soutien de l'ébriété énergétique de notre société, de ses pratiques écocides, de la destruction de nos habitats fragiles.

Ce pour quoi nous luttons : les terres. La filière électronucléaire s'est développée par l'accaparement des terres, la colonisation de nos modes de vie et l'aménagement de territoires totalement dépendants de la rente énergétique. Nous voulons construire des autonomies politiques et énergétiques soutenables dans le temps et, pour nous libérer, se réapproprier les terres.